

Scandale : les soldats saoudiens sont formés et entraînés à Commercy



Emmanuel Macron a cédé une petite partie du territoire national au roi d'Arabie saoudite contre l'achat de matériel de guerre français et belge. Des milliers de soldats saoudiens s'entraînent à Commercy et à Suippes avant de rejoindre le Yémen et d'autres pays déstabilisés par l'Arabie saoudite.



De drôles de Meusiens dans l'ancienne caserne de l'armée française, concédée par bail à des troupes arabes ayant généré Bin Laden.

Où se trouve la principale base militaire saoudienne dans le monde ? Pas dans la péninsule arabique. Pas aux USA, allié privilégié des monarchies arabes. Mais en France, à Commercy, ville de la Meuse autrefois réputée pour ses madeleines. Et oui, tout change : les muz saoudiens ont remplacé les madeleines au pied du château Stanislas. Et, confinement aidant, cela ne se voit pas trop dans la ville meusienne de 6 000 habitants.

Dérapage du gamin qui nous sert de président de la République ? **Ou volonté française d'asservissement à l'Arabie saoudite ?** Au ministère de la Défense nationale, contacté par téléphone, le dossier est « confidentiel défense » et personne ne souhaite répondre aux questions posées.

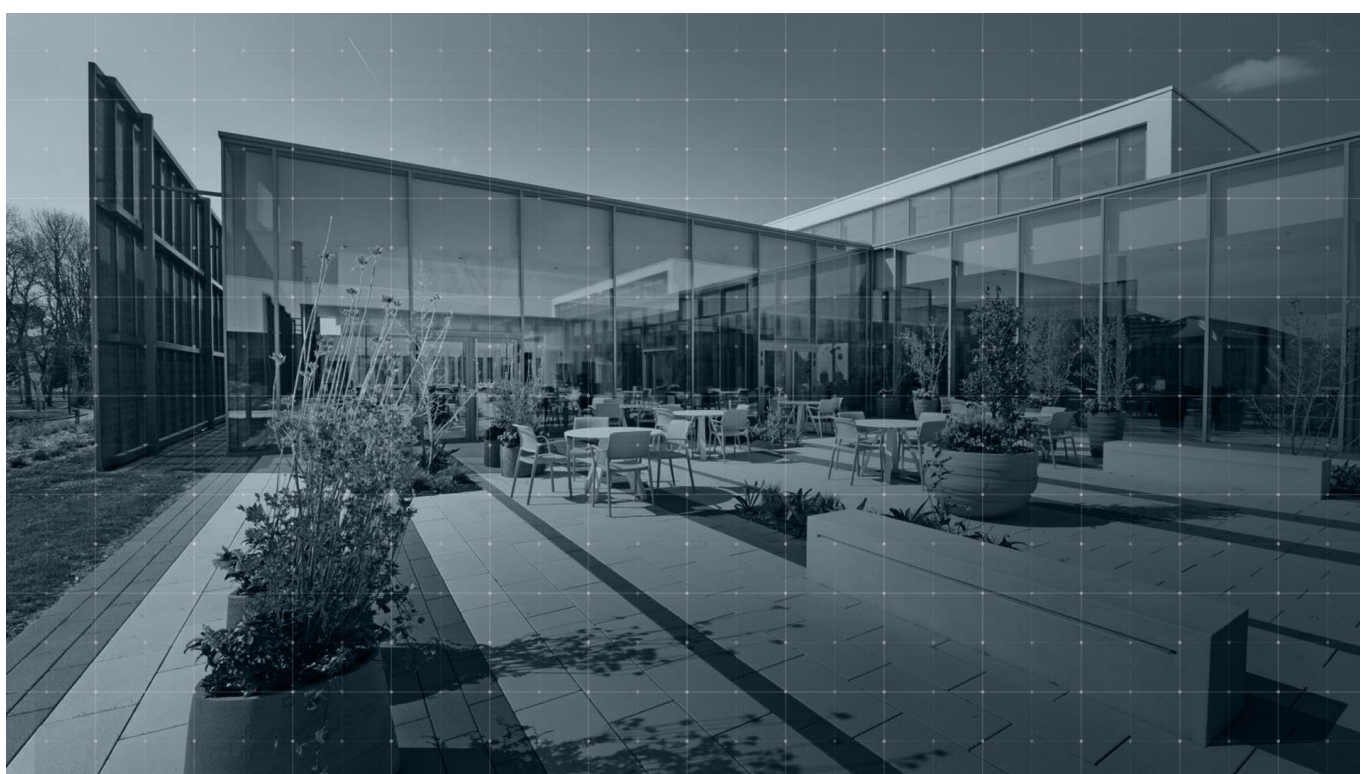
Officiellement, la base saoudienne de Commercy n'existe pas, comme la zone 51 aux États-Unis. **Pourtant, le camp d'entraînement militaire de Commercy, dans l'est de la France, dirigé par l'armurier belge John Cockerill, a été inauguré en grande pompe en avril 2019 par Geneviève Darrieussecq, la secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense Florence Parly, et abrite plusieurs milliers de soldats saoudiens.**



Lors de l'inauguration de la base militaire saoudienne en avril 2019, Geneviève Darrieussecq représentait Emmanuel Macron et la ministre de la Défense nationale Florence Parly.

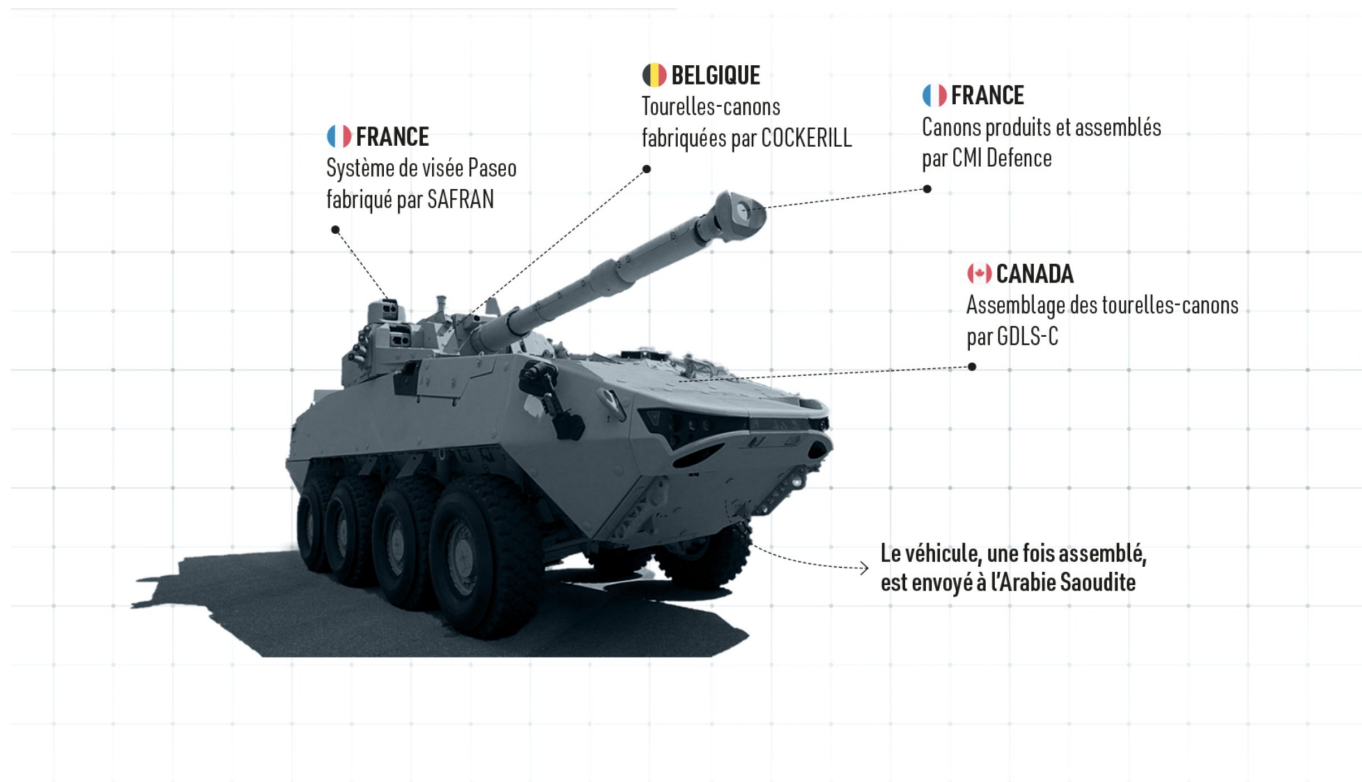
Le gouvernement d'Emmanuel Macron a voulu brouiller les pistes et a confié le site à une société belge, qui gère le camp d'entraînement et qui a bénéficié des faveurs du gouvernement.

Ci-dessous, une partie des bâtiments ayant appartenu au 8^e régiment d'artillerie de Commercy, et qui a reçu des infrastructures CMI Défense, devenue John Cockerill en mai 2019, pour former des au maniement de ses systèmes tourelle-canon des troupes des pays du Golfe.



Une vue d'une partie du « campus » créé avec des financements de la France et de l'Arabie saoudite. Un centre de formation flambant neuf, implanté en Meuse avec de l'argent du

contribuable français, et en violation des traités internationaux.



Les engins blindés dernier cri vendus à l'Arabie saoudite, et fabriqués par un consortium international. Les soldats saoudiens sont formés à l'utilisation de ces chars modernes à Commercy et à Suippes.

Au départ, à Commercy, « l'arrivée annoncée d'un industriel de l'armement est perçue comme une aubaine pour l'économie locale, explique un élu local. On nous a dit qu'il s'agissait d'une entreprise belge. On ne nous a jamais parlé d'une base militaire arabe. La commune est alors touchée de plein fouet par la dissolution du 8^e régiment d'artillerie (RA), installé depuis 1964 dans la cité meusienne, avec une perte de 13,7 % de sa population totale. Le site militaire, le quartier Oudinot, bientôt désert, semble tout indiqué... ».

Pour compenser la perte de 849 emplois que va entraîner la disparition du 8^e RA de Commercy, l'État a débloqué, dans un premier temps, une somme exceptionnelle de 14,3 millions

d'euros. Parmi les heureux gagnants des millions octroyés ? Cockerill. L'entreprise d'armement se voit offrir un million d'euros grâce au CDE de Commercy, alors même que, selon la Cour des comptes, le plafond des aides est normalement fixé à 600 000 euros.

Les subventions pleuvent sur le site d'armement et de formation

Malgré le silence actuel de l'État, un élu régional, contacté par téléphone mais qui souhaite conserver l'anonymat, car il craint pour sa vie, assure « Il y a eu une pluie de subventions pour la base saoudienne et belge sur territoire français. Au total, les élus locaux et l'État ont décidé d'accorder plus de 2 millions d'euros d'argent public à l'entreprise belge : un tarif attractif de 700 000 euros sur un prix de vente d'1,525 million d'euros de la part de la communauté de communes de Commercy, 761437 euros de la part de l'établissement public (GIP) Groupement d'intérêt public, Objectif Meuse, 600 000 euros de la part du conseil régional de Lorraine présidé par le LR Gérard Longuet, ancien ministre de la Défense nationale, qui a intégré le conseil d'administration de Cockerill), et 1 million d'euros via le CDE (contrat de développement économique) ».

Élus LREM et LR avaient promis aux élus locaux d'importantes retombées économiques pour les commerçants de la ville. Mais la belle aventure économique pour la commune de Commercy s'arrête aux portes du site. Aucune retombée pour les commerces de Commercy, car les militaires saoudiens et leurs formateurs belges vivent en vase clos.

La base de Commercy, cédée au groupe belge et aux Saoudiens, est une atteinte à l'intégrité du territoire national. L'Arabie saoudite ne fait pas partie de l'Otan. Avec les Émirats arabes unis et le Qatar, les Saoudiens financent et arment les terroristes islamistes qui viennent assassiner nos compatriotes en France. Certains terroristes sont peut être

formés à Commercy, dans une omerta générale.

Les officiers et sous-officiers saoudiens formés à Commercy sont ensuite dirigés, avec les blindés et canons vendus, vers le Yémen et d'autres pays déstabilisés par l'Arabie saoudite. En violation des conventions internationales et des embargos ! Et quelle légalité pour cette base militaire étrangère, hypocritement dénommée « Campus », implantée, sans consultation préalable des habitants, et du parlement, au cœur de la France profonde ? À quand une base aérienne saoudienne dans le sud de la France ?

Francis GRUZELLE

Carte de Presse 55411